

**COMPTE RENDU CE du 21/12/2006****Budget 2007 du CE**

Pour cette année la Direction estime que la subvention versée au CE sera de 2 808 036€ (soit -2.7% par rapport à 2006). Sur cette somme sont prélevés 957 432€ pour le restaurant (1.773%) et 280 804€ pour la mutuelle (0.52%). Il a été demandé aux différentes commissions, sections et associations de tenir compte dans leurs demandes de cette baisse de subvention. Ce qu'elles ont fait dans l'ensemble. Certaines commissions comme Lacanau ont dû étaler sur 2007-2008 des investissements lourds mais nécessaires. Cela a suffi à équilibrer le budget et maintenir une réserve. En 2007, pour anticiper les baisses prévisibles de la subvention patronale (objectif 1000 salariés) le principe d'un travail de réflexion était acquis par l'ensemble des élus pour analyser les répercussions possibles sur les activités du CE. A notre « étonnement », dans la précipitation, **le secrétaire du CE et les élus CFDT, avec l'appui des élus CGT, ont arbitrairement modifié les budgets de certaines sections ou commissions sans tenir compte des arguments de leurs responsables :**

- une sortie ski collective a été supprimée (commission culture et loisirs),
- les bons de fête des mères ont été supprimés (commission sociale) pour transférer ce budget (6000€) pour l'aide à la conduite accompagnée (commission formation)
- passage de 28 à 21 du nombre de jours de vacances subventionnés (commission vacances et culture et loisirs), les sorties Ski seront imputées sur ce nouveau quota, mesure qui va à l'encontre du développement des sorties collectives.

**Pour SUD, ces décisions n'ont pas fait l'objet d'une réflexion sérieuse entre élus CE. Nous déplorons une telle façon de travailler. Les salariés doivent être informés en amont et participer au débat par le biais des commissions du CE. Ces dernières ont le devoir de fonctionner pour proposer des idées qui ne soient pas que celles de l'élu responsable de la commission. Plus globalement, le fonctionnement du CE ne peut pas se limiter à ce que 4 ou 5 personnes, le secrétaire du CE en tête, décident à la façon de nos directeurs. En 2007, une réflexion devrait être engagée pour préparer les futurs budgets et peut-être de nouvelles orientations.**

Nous vous informerons en temps utiles pour que vous puissiez réagir. N'hésitez pas à participer en vous inscrivant aux commissions du CE et en sollicitant leur animateur ainsi que vos élus. Le budget 2007 a quand même été voté malgré l'opposition, pour des motifs parfois différents, de 1/3 des élus (CONTRE : 2 SUD et 1 CGC-FO, POUR : 3 CGT et 3 CFDT).

Un CE pour tous se construit au quotidien et dans les actes. Il ne suffit pas de l'écrire pour faire illusion, encore faut-il que les faits le démontrent. La gestion plurielle n'est plus d'actualité et a été abandonnée au profit d'une alliance majoritaire entre CFDT et CGT.

**Pour conclure, nous devons ne pas oublier que la diminution du budget du CE est la conséquence immédiate de la réduction des effectifs des SPS. Orientation vers toujours plus de sous-traitance, efforts très insuffisants depuis de nombreuses années pour la diversification sont deux causes majeures du déclin de l'entreprise. SUD regrette de constater que beaucoup d'élus du CE soient plus attentifs et déterminés pour gérer la diminution du budget que faire obstacle à la politique de la Direction de SPS.**

**ONET**

En plein conflit, SUD a interpellé la Direction. . . et les autres élus. Sur ce sujet, dont nous vous avons tenu informé par ailleurs, l'absence de réaction immédiate des organisations syndicales montre à quel point l'accord sur « le développement du dialogue social » est catastrophique pour la défense des salariés. Certaines organisations syndicales s'emploient, aux cotés de la Direction, à désamorcer la bombe par divers moyens. Pour s'en convaincre, si besoin, il suffit de bien lire leurs récentes publications sans se laisser abuser par les argumentations et positions très équivoques. . .

**Commission Economique**

CFDT et CGT ont voté un mandat à la Commission Economique pour investiguer sur le « projet » Faire ou Acheter. Nous aurions préféré, comme l'indique le Code du Travail, que les informations soient communiquées lors des réunions plénières du CE puis étudiées par la Commission Economique. Il est à redouter qu'elle rende un peu tard ses conclusions aux élus qui n'auront que peu de poids pour arrêter la Direction. Le paragraphe ONET résume assez bien la situation. . .

### Heures supplémentaires

128 salariés ont réalisé un total 1244 heures supplémentaires en novembre dont 850 à FPI. Ainsi à fin novembre, 10700 heures sont comptabilisées pour 2006 et très majoritairement payées et non récupérées. La situation semble maintenant bien figée. **La Direction fait appel au travail le samedi et aux heures supplémentaires de manière récurrente dans certains secteurs.**

### Dépassements temps de travail

Il convient aussi de rappeler que les dépassements des limites légales du temps de travail existent toujours. Certains ont pu croire que la Direction avait pris la mesure de l'enjeu et recherché des solutions pour revenir dans la légalité. Jusqu'à ce qu'elle apporte la preuve du contraire, nous avons de bonnes raisons de penser qu'elle est toujours hors la loi. Malgré les mises en garde répétées des élus vis à vis de situations à risque fort de dépassements des limites légales (notamment Revues de Qualification tuyères M51), la Direction ferme les yeux. Elle ne tire pas les enseignements de la situation vécue lors de la RQ 514. Le dernier aléas majeur (ciseaux découverts dans un propulseur), a mis en évidence l'inconcevable et **l'Inspection du Travail a refusé, une fois de plus et à juste titre, d'accorder à SPS une dérogation de dépassement des limites légales du temps de travail.** Comment peut-on expliquer qu'il faille travailler le week-end pour livrer dans les délais sur des productions et des marchés de ce genre ? Les élus SUD ont rappelé, qu'entre autres, cette gestion presque sans marge pour aléas et avec des ressources insuffisantes en personnels est la cause de telles situations. Nous reviendrons vous informer sur ce sujet lorsque la Direction nous aura présenté le bilan 2006.

### Effectifs

Alors que les heures supplémentaires ne font qu'accroître, les effectifs CDI eux diminuent inexorablement. Le nombre de salariés en contrats précaires (CDD et Intérim) ne faiblit pas (60) sans compter les 12 détachés. A cela il faut ajouter un nombre en augmentation des contrats CDD alternance (19 de janvier à septembre pour 30 actuellement). Ils sont de la main d'œuvre ne coûtant pas cher et contribuant à palier les carences d'embauche.

**Effectifs inscrits : 1209 au 11/2006 soit moins 69 salariés par rapport à janvier 2006.**

### Plan de formation 2007

Il représentera un « effort d'investissement à hauteur de 4,1% de la masse salariale » et aux salariés de répondre aux « prescriptions société ». Sinon la Direction, sous certaines conditions, vous proposera tout au plus d'aller vers le DIF ! **Il sera difficile pour les salariés de trouver une formation qui corresponde à leurs attentes. Sur ce point, on régresse aussi.**

### 5X8

Pour renforcer « l'efficacité » et assurer la formation des équipiers du B25 vers le B70 et le futur Four 142, les horaires 5x8 seront adaptés dès ce début d'année 2007 aux exigences de productivité. . . Toujours un peu plus pour l'entreprise et de moins en moins pour les salariés.

Pour quelques euros (cas de l'UMT), ou pour rien du tout les salariés courbent l'échine et laissent filer petit à petit les acquis durement obtenus dans passé pas si lointain !

### Sous-traitance découpe tuyère après tir

Alors que la protection des informations sensibles s'est et va encore se renforcer prochainement, par la seule volonté du projet Faire ou Acheter SPS a envoyé en découpe à l'extérieur des tuyères M51. Viendra sans doute dans la foulée le P80 et le MPS. Interrogée sur ce sujet, la Direction ne répond pas ou plus précisément fait mine de ne pas être au courant. **Quand on connaît l'importance des informations accessibles à la vue d'une tuyère après tir, on est en droit de s'inquiéter.** Jusqu'où ira la Direction pour « économiser » un peu d'argent. **Reste à savoir ce que les autorités de tutelle vont en penser . . .**

### EAF RTDI

Après avoir posé cette question lors des deux derniers CE, nous espérions obtenir enfin une présentation de ce sujet. Désillusion ! M.Gassin, seul expert en EAF et RTDI à SPS, était une nouvelle fois indisponible. Ce sujet comme les projets Haillan 2007, Horizon 2007, Faire ou Acheter doivent rester mal connus par les élus et les salariés. Si la Direction communiquait trop tôt les informations, le débat et la prise de conscience sur les conséquences pourraient permettre une réaction des salariés. Même si nos analyses peuvent diverger, le premier devoir de tous les élus est d'obtenir les informations relatives aux projets de la Direction et de les transmettre aux salariés afin qu'ils puissent se déterminer en toutes connaissances de cause.